

Enbata

Document politique
d'ELA

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
5 novembre 2009
N° 2101
1,30 €

8.000
enfants à
LURRAMA

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Créer les conditions du transport collectif

SI chacun a pris conscience du réchauffement climatique, cela ne se traduit guère sur nos modes de vie. Cependant les idéologies politiques, de tous horizons, «s'écologisent» et les utopistes de naguère font désormais jeu égal avec les partis de gouvernement. L'augmentation du prix de l'essence doublée de la peur des radars pèsent de fait plus réellement que notre conversion au respect de l'environnement, sur la vitesse et la moindre utilisation de nos automobiles principales causes des émissions de gaz à effet de serre. Le mot d'ordre est aux transports collectifs par l'abandon progressif de la voiture individuelle. Pour y inciter faut-il qu'ils soient confortables et rapides. D'où la résurrection des tramways, trop vite abandonnés au lendemain de la guerre, ou des autobus en site propre c'est-à-dire hors des embouteillages urbains.

La mise en service d'une première ligne de Chronobus, toutes les 10 minutes entre Bayonne et Biarritz, a soulevé la vive protestation des commerçants d'Anglet et de la foule des automobilistes tenus à circuler sur une seule voie à la limite de l'engorgement. Il est vrai que la concertation et le dialogue ne se sont établis qu'après la mise en route du système. Malgré cette réaction, les automobilistes ont cependant respecté le couloir réservé aux bus et ceux-ci ont vu leur fréquentation augmentée de 17% sur les trois premiers mois d'exploitation. La sensibilité écologiste du mouvement abertzale, par le truchement de la jeune association «Bizi», a pris fait et cause pour le Chronobus, manifestation à vélo et lettre publique aux commerçants d'Anglet à l'appui. Faut-il, pour généraliser les transports en commun dans l'agglomération BAB, continuer à passer en force ou bien user de pédagogie auprès de l'opinion publique en se fondant sur un véritable Plan de déplacements urbains de la Côte basque qui fait cruellement défaut? Les discours vertueux pour les déplacements à l'intérieur de l'agglomération ne peuvent pas s'adresser à ceux qui ne font que la traverser. L'ancienne RN10, où passent dé-

sormais en site propre les Chronobus, est toujours l'axe principal des automobilistes qui de Tarnos ou d'Hasparren vont à Hendaye. Il suffit, pour s'en convaincre, de prendre en compte au carrefour de St Jean d'Anglet la majorité des voitures qui quittent la voirie d'agglomération vers Biarritz et empruntent la direction St Jean de Luz / frontière. C'est par cette ancienne RN10 que passent toujours les convois exceptionnels puisqu'ils sont interdits d'autoroute. Car c'est bien l'autoroute qui est la meilleure rocade urbaine de la Côte basque. D'autant qu'elle s'élargit à deux fois trois voies. Mais où sont les décisions publiques pour aller dans ce sens? Où sont les démarches des élus locaux auprès des ASF pour qu'avec des tarifs incitatifs l'A63 devienne la colonne vertébrale de notre conurbation permettant d'alléger la circulation urbaine? Cette vision fut préconisée par une commission de Pays Basque 2020. Elle était opportune car les ASF sollicitaient l'avis favorable des collectivités territoriales dans le cadre de l'enquête publique pour l'élargissement à 2X3 voies et négociaient avec le département des Pyrénées-Atlantiques les 16km d'autoroute Bayonne-Guiche. On a, hélas, mesuré à cette occasion la faible détermination des collectivités territoriales qui n'ont même pas obtenu la suppression du péage de la Négresse —qui ne sert qu'à payer pour continuer sa route— pourtant responsable de fréquents bouchons de plusieurs kilomètres.

L'opinion publique adhèrera pleinement à la philosophie écologiste du déplacement collectif lorsqu'elle la saura inscrite dans un schéma où, notamment, l'on enverra sur l'autoroute les véhicules en transit dans l'agglomération. Bousculer les intérêts privés des ASF n'est guère aisé. C'est pourtant au nom de l'intérêt général que l'exploitant de l'autoroute obtient la démolition légale des maisons riveraines nécessaires à son élargissement. C'est au nom du même principe d'intérêt général que l'on doit faire entrer l'A63 dans le Plan de déplacements urbains (PDU) de la Côte basque. Tout est volonté politique.

Zuentzat, zer da euskotarra izaitea ?

FRANTSSES Estatuko gobernua nazio nortasunari buruz eztabaida abiatu du. Web gune bati esker «Zer da gaur egun frantses izaitea?» galderari erantzunak bildu nahi ditu.

Frantses nortasunari buruzko edo frantses naziotasunari buruzko gogoeta horren orain egiteak «oportunismo/elektoralismo» kritikak bildu baditu ere jada atera ditu zombait ohar abertzale batentzat konduan hartzeko «interesanteak» izaiten ahal direnak.

Hara nola azpimarratzen ahal dugu, besteak beste, Melençon, politiko eskertiarrak, Frantses Ministro eta Senadore ohiak, gaur egun euro-diputatu denak, ateratu oharra.

«Frantses izaitea, frantses nortasun agiria ukaitea da. Eta harekin doazen eskubideak ere. Puntuu. Agiria duena, frantsesa da. Agiria ez duena, ez da frantsesa».

Segidan ikusten dugu, ohar horrek, euskaldun abertzaleek basikoki egiten duten diferentzia «herritartasuna» edo «citoyenneté» eta «naziotasuna» edo «nationalité»-ren artean, ez duela egiten.

Iparraldean sortu den edozoin pertsona edo biztanlearen gehiengoa, Frantses nortasun agiriarekin da eta «nahi eta ez» frantses herritartasuna badu. Harek emaiten dituen eskubide eta egin beharrekin.

Gero, argi da «naziotasuna» ri dagokionez abertzaleek duten definizioa ondokoarekin parekatzen ahal dela: nazio nortasuna pertsona batek nazio baten partaide dela duen sentimendua da. Hara nola nazio nortasunak ere izendatzen duen ber nazioko kide diren pertsonak partekatzen dituzten «pundu amankomunak». Abertzaleen kasuan euskara, euskal kultura, etab. ezartzen ahal direlarik.

Egia da nortasun sentimendu hori, norberarentzat intimoa dela, baina soziologiak eta ikerketa historikoek erakusten dute norbaiten «nazio nortasuna» azken finean nazioaren «pundu amankomun» horien eguneroko presentziaren barneratze edo bereganatzearen ondorioa dela. Presentzia hori izaiten ahal da molde pratikoan (komunikazio ekonomikoak), molde sinbolikoan (erreferentzia sinboliko

(Segida hamabigarren orrialdean)



... de la mouche qui a piqué le ministre Eric Besson, ouvrant un grand débat public dans les préfectures sur l'identité nationale (française évidemment...). Beaucoup le soupçonnent de flatter l'électorat du Front national avant les élections régionales. Ah si sur leur identité, les Basques en faisaient la moitié du quart!

... pas tant que ça que l'immunité présidentielle de Chirac ne se soit pas transformée en impunité. Après bien d'autres griefs prescrits ou bénéficiant d'un non-lieu, restent encore à sa charge 21 présumés emplois fictifs à la ville de Paris, représentant plus de 4.549.097 d'euros payés par le contribuable, qui lui valent aujourd'hui d'être renvoyé en correctionnelle. Toute une vie à fréquenter les palais... il ne lui manquait que le Palais de Justice!

... pas tant que ça que Sarkozy soit épinglé par la Cour des Comptes pour son penchant aux dépenses somptuaires. A lui seul le dîner de clôture du sommet de l'Union pour la Méditerranée a coûté la bagatelle de 16,6 millions d'euros (5.000 euros par convive). Pas mal pour quelqu'un qui prétend que les caisses sont vides!

... que Jean-Pierre Raffarin organise une fronde de 23 sénateurs UMP contre la suppression de la Taxe professionnelle prévue au budget 2010, menaçant d'aller jusqu'au bout. Tartaro pense très fort que Raffarin rime avec Tartarin...

... pas tant que ça que la justice ait enfin rattrapé Charles Pasqua en le condamnant à 3 ans de prison dont un ferme sur les commissions de ventes d'armes à l'Angola. L'homme de main du gaullisme a été pris la main dans le SAC!

... que, pour la première fois, une femme ait été élue à la tête de l'Eglise protestante d'Allemagne (25 millions de fidèles). Margot Kässmann, 51 ans, évêque d'Hanovre en Basse-Saxe, mère de quatre filles, et divorcée en 2007, va succéder à Wolfgang Huber, évêque de Berlin. Et pendant ce temps Benoît pédale dans la choucroute!

... que le président équatorien Rafael Correa ait signé, vendredi 23 octobre, un décret autorisant le pays à passer outre les brevets pharmaceutiques pour fabriquer ses propres médicaments. Les lobbys pharmaceutiques en perdent le nord, de peur que l'Equateur contamine le Sud.

Quelques nouvelles de l'initiative AB Ekonomi, au sein d'AB

PETIT rappel: nous étions quelques-uns, au sein d'AB, à sentir la nécessité de nous réunir pour discuter économie, et éventuellement, d'affiner ou d'argumenter nos points de vue sur les conditions et les impacts d'une économie forte et maîtrisée en Iparralde.

Des réunions régulières et suivies: au cours de l'année 2009, nous nous sommes réunis déjà trois fois, entre début avril, date



de notre première réunion et fin octobre, date de notre troisième réunion. Il y a une bonne dizaine de présents à chaque réunion, avec un noyau de fidèles de 6 à 8 personnes. Avec les personnes concernées (celles qui répondent aux mails d'invitation), c'est en gros 25 personnes sur lequel on peut compter pour avoir une opinion ou un goût pour cette problématique austère mais au combien stratégique. Certaines personnes viennent régulièrement et de Soule...

Qu'avons-nous fait en trois réunions: pas d'exploit ni de «mémoire pertinent», mais plutôt une confrontation sur plusieurs thèmes transverses d'actualité d'Iparralde. Nous avons vite senti le besoin de résumer en quelques lignes, les valeurs qui unissaient le groupe. Déjà, nous sentons au sein du groupe, le besoin d'aller plus en avant, et, pourquoi pas d'écrire un document plus complet qui pourrait exprimer les principaux axes sur lesquels construire une économie au service d'Iparralde.

Des approches différentes: le bouillonnement d'idées et les comportements de chacun des

Pantxo Bimboire

participants, me fait penser à plusieurs aspects:

- nous avons des personnes qui sont plus à l'aise dans la théorisation des problèmes et des arguments, et d'autres qui seraient plus dans leur élément, dans des expérimentations concrètes qui vont «dans le bon sens» (par exemple, il est utile, ici, de rappeler que Herrikoa est en campagne et que les sommes confiées sont concrètement utiles);

- il y a aussi des personnes fortement inspirées des théories actuelles (redevvenues actuelles) de la croissance zéro, et, qui peuvent s'opposer aux voies de réformes si le but final n'est pas clarifié;

- l'origine professionnelle de chacun des participants est aussi une source d'enrichissement et d'apport à la discussion.

Les questions transverses qui nous interpellent: cher lecteur, nous n'avons rien inventé, et on retrouvera pêle-mêle, tout ce qui fait l'actualité, et je les cite: LGV, marque territoriale, position au conseil de développement, le mouvement coopératif, l'augmentation de capital d'Herrikoa, EHLG, les programmes économiques des différents partis, la réforme territoriale, les PCD, les élections de la CCI, etc. Beaucoup donc de points évoqués, mais comme les intervenants viennent de mondes différents, il est très souvent fourni des points de vue complémentaires qui font que les positions de chacun se nuancent et que les arguments s'affinent.

Notre capacité d'influence: pour le moment, quasi nulle, et notre microcosme est dans sa phase de démarrage, mais le désir de s'ouvrir à d'autres structures semble relativement fort. Par ailleurs, chacun des membres de ce petit réseau est largement sollicité dans d'autres sphères: politique, sociale, associative touchant de près ou de loin l'économie.

Nota: ces réflexions restent celles d'un observateur-participant et n'ont de valeurs que celle de témoignage personnel.

Stratégies, quelques pistes: il nous est aussi demandé de développer des principes de dévelop-

pement pour Iparralde... S'il fallait partir de banalités et les limiter à des accroissements de richesse (ce qui ne pourrait être le seul critère), on pourrait préciser que les flux d'argent sont intéressants quand ils rentrent ici pour n'en sortir qu'amoindris... On pourrait ainsi évoquer le «pire des acteurs»: je suis salarié d'une société à capitaux hors du pays, sans accord de répartition de bénéfice, qui vend sur place et achète en dehors, je passe mes vacances dans les îles, avec des voyages achetés sur internet, et je me nourris dans des grandes surfaces, etc. Puis évoquer «le meilleur»: je suis salarié d'une scoop qui vend en dehors d'ici, en achetant sur place, je passe mes vacances à l'hôtel à la pêche à Ezterenzubi, je me nourris sur place en circuit court, je répare ou fait réparer plus que je n'achète, etc. On voit vite des acteurs, des métiers, des comportements «éponge» par rapport aux flux financiers qui sur une échelle importante, peuvent avoir des conséquences notables...

En dehors de ces banalités, on sent bien que tout accroissement de valeur ajoutée et de compétence spécifique est digne d'intérêt «stratégique», et on le voit bien, par exemple, dans un cas type «Andros», en gommant la question foncière qui avait, il est vrai, plombé le dossier, mais on pourrait aussi le voir sur l'implantation récente d'Arberatze (cœur d'aiguillage).

Mais d'autres pistes sont aussi à approfondir, faut-il poursuivre un accroissement de richesse, si le foncier, par exemple, n'est pas maîtrisé? Sans doute, devra-t-on indiquer aussi les conditions de reconquête du foncier public local par rapport aux fonciers privés (par exemple, sur les implantations industrielles, privilégier le bail très long terme par rapport à la vente). Concernant ce dernier point, peut-être aussi qu'au sein du groupe, il nous sera nécessaire d'inviter un spécialiste de cette question.

Comment lier aussi ces axes de stratégie à l'économie durable et de proximité (puisque nous avons introduit dans nos valeurs ces principes forts et structurants). Bref, les sujets de discussion ne sont pas épuisés, et cher lecteur, si ces thèmes vous intéressent, n'hésitez pas à nous en faire part et bonne semaine.

La transversalité, déguiseme

Enbata publie aujourd'hui de larges extraits du nouveau document politique rédigé par le Comité national d'ELA et intitulé «Désarmer la raison d'Etat».

Le précédent document de réflexion s'intitulait «Unir nos forces pour gagner la souveraineté» et fut présenté à Ainhice-Mongelos, à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la Déclaration de Lizarra-Garazi en octobre 2008.

Le syndicat ouvrier majoritaire, ELA, fait aujourd'hui le point sur un certain nombre d'événements et d'évolutions ayant eu lieu depuis cette date. Ce texte présenté lors d'une conférence de presse la semaine

suivant la grande manifestation du 17 octobre à Donosti convoquée notamment par ELA et par LAB pour protester contre l'incarcération de dirigeants de Batasuna, a eu un important écho en Pays Basque Sud.

Ce document est disponible dans son intégralité au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz à Bayonne ou téléchargeable sur le site d'Alda: <http://www.mrafundazioa-alda.org/>

«(...)

CE qui est survenu lors des dernières élections autonomiques de la Communauté Autonome Basque (CAB) est le reflet absolu de ce caractère d'exception: en interdisant la libre expression politique d'un pan entier de notre société, on a modifié artificiellement l'équilibre parlementaire et permis l'arithmétique nécessaire à la formation du nouveau gouvernement avec le soutien des socialistes et des populaires (PP).

Ce sera justement un important dirigeant socialiste qui éclaircira la véritable nature de toute cette opération: lors de l'arrivée de Patxi Lopez à la présidence, il dira: «On a bouclé la transition démocratique en Euskadi et dans toute l'Espagne».

A nouveau, à cette occasion, la transversalité s'est révélée être une recours rhétorique et faux. Le Comité national (d'ELA) réaffirme ainsi sa réflexion exprimée il y a un an: «Les forces étatiques parlent de transversalité là où elles sont minoritaires et veulent exercer un droit de veto sur le changement politique. Elles ne se réfèrent jamais à ce principe là où elles sont majoritaires, comme par exemple en Navarre ou au niveau de l'Etat espagnol». (...)

La restriction des droits et libertés s'aggrave

Ce qu'on appelle «Lutte anti-terroriste» est utilisé comme rideau de fumée ou comme prétexte pour réaliser une restriction des libertés et droits fondamentaux sans comparaison autour de nous. Le fait est que les actions armées d'ETA sont instrumentalisées pour s'attaquer aux droits de nombreuses personnes et pour consolider des positions politiques bien précises. (...)

En premier lieu, la décision du ministère de l'Intérieur de retirer des rues les photos des personnes prisonnières. Sous prétexte d'enlever toute légitimité à la violence et de démontrer de la considération aux victimes, cette décision prétend en fait rendre invisible aux yeux de l'opinion publique la raison fondamentale pour laquelle ces portraits sont exposés publiquement, à savoir, l'atteinte systématique aux droits dont est victime ce collectif là. (...)

Troisièmement, la décision d'exclure tout dialogue pour parvenir à une fin concertée de la violence. Même le Pacte d'Ajuria Enea —dont la gestion culmina pourtant dans une phase d'intransigeance, de manichéisme et de polarisation sociale sur la question d'ETA et de la gauche abertzale— ne formula pas une position aussi grossière

sur une question d'une telle importance. Il suffit ici de rappeler que tous les experts en processus de paix soulignent l'importance d'une fin concertée de la violence. (...)

L'arrestation et l'incarcération d'importants

faire devant l'Europe». (...)

Au vu de la constance de ses propositions publiques, on s'aperçoit clairement que pour ce nationalisme institutionnel, obtenir des parcelles de gestion politique finit toujours par pri-



De g. à dr.: Adolfo Muñoz Sanz, Secrétaire général du syndicat ELA, Xabi Anza, responsable de la formation du syndicat ELA, Amaia Muñoa Capron-Manieux Secrétaire générale adjointe, trésorière, responsable d'Iparralde du syndicat ELA

tants dirigeants de la Gauche abertzale le 13 octobre dernier —parmi eux l'ex-secrétaire général de LAB— représente à nos yeux un seuil inquiétant. Il ne s'agit pas là d'une nouvelle atteinte aux droits d'envergure plus ample. L'arrestation de personnes de la société civile engagées dans la recherche de solutions au conflit, et auxquelles on reproche précisément et uniquement leur activité politique, suppose un pari de l'Etat en faveur de l'enlisement des problèmes. Face à cela, la participation massive à la manifestation convoquée par la majorité syndicale a elle également constitué un seuil en termes de pluralité politique et d'expression social d'exaspération relative à la politique de l'Etat. (...)

Le nationalisme institutionnel a décidé de renoncer à la confrontation

Nous avons parlé ci-dessus de la feuille de route définie par le Lehendakari antérieur, dans le cadre de laquelle a été approuvée la loi sur la Consultation. ELA en fit en son temps une lecture exhaustive soulignant ses profondes incohérences comme, entre autres, le fait d'épuiser toute une législation avant de vérifier une position de refus de l'Etat, qui était pourtant suffisamment démontrée depuis longtemps ou encore la contradiction que supposait le fait de ne même pas défendre fermement l'auto-gouvernement dans le même temps. L'absence d'un plan B pour répondre à la réponse plus que prévisible du tribunal constitutionnel fut source de déceptions, tout comme l'alternative rhétorique de «porter cette af-

mer sur les politiques à développer à long terme. Cela lui évite de tirer des enseignements de ce qui se passe en réalité avec l'auto-gouvernement, une chose qu'il connaît mieux qu'aucun autre acteur politique de ce pays, ne réagissant seulement que lorsque les attaques au cadre en vigueur affectent le Concierto economico, élément qui a bien sûr tout à voir avec son alliance de fond avec les pouvoirs économiques. Pour le dire d'une autre manière, le nationalisme institutionnel a décidé d'éviter l'unique conclusion qui s'imposait pourtant sur une réalité qu'il connaît parfaitement: le fait incontestable que ni le PP ni le PSOE ne comptent respecter ne serait-ce que l'actuel cadre d'auto-gouvernement. (...)

Pour ces raisons, et au delà des grandes proclamations en faveur du dépassement du cadre politique en vigueur, le renoncement à assumer la moindre dynamique de confrontation avec la logique de l'Etat est ce qui caractérise le nationalisme institutionnel. (...)

Le Comité National d'ELA veut attirer l'attention sur la sérénité avec laquelle le patronat et les entrepreneurs basques —principaux bénéficiaires de la gestion du nationalisme au pouvoir pendant 30 ans— assistent au changement politique survenu dans les institutions autonomiques. Il ne fallait évidemment pas s'attendre à autre chose. Le Patronat jouit de garanties absolues avec toutes les forces politiques qui sont aujourd'hui potentiellement des partis de gouvernement. C'est pire que ça, le seul vrai enjeu de

Mouvement Bizi!, co-organisateur du Forum de Bayonne sur le Changement Climatique (les 6 et 7 novembre)

Etorkizunean bizi gaitezten, Bizi!

Pour mettre en place des alternatives écologiques et sociales à la logique capitaliste tant au niveau global que local, collectif qu'individuel.



L'opération « 350 bizi ! » qui a rassemblé plus de 400 personnes dans le cadre de la Journée internationale d'action pour le climat

Alda! : Le mouvement Bizi ! est un des organisateurs du Forum sur le changement climatique qui se tiendra ces 6 et 7 novembre à Bayonne. Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

Bizi! : Nous sommes un mouvement altermondialiste du Pays Basque Nord. Nous nous inscrivons dans le mouvement international combattant les causes du réchauffement climatique et oeuvrant pour que ce combat ait comme principe directeur la justice sociale. Nous pensons que l'organisation du monde, de nos socié-

tés va radicalement changer dans les quatre décennies à venir, du fait du changement climatique, de l'épuisement des énergies fossiles, de la crise de la biodiversité et de la mise en péril des grands équilibres écologiques mais également sociaux de la planète.

Alternatives écologiques et sociales

Le capitalisme est un système de production qui met aujourd'hui en danger la planète et l'Humanité toute entière. Nous sommes convaincus du fait que l'avenir du monde se joue dans les 10-15 ans à venir,

et qu'il faut dès aujourd'hui mettre en place des alternatives écologiques et sociales à la logique capitaliste tant au niveau global que local, collectif qu'individuel, si l'on veut éviter le pire, la barbarie pure et simple à l'horizon 2030-2050.

Obligation de résultat

C'est un combat central à nos yeux, qui demande un investissement sérieux, massif, déterminé. Nous ne sommes pas là pour faire du symbolique, nous avons une obligation de résultat, nous sommes obligés de gagner.

Alda! : Tant au niveau global que local dites vous, pouvez vous expliciter ?

Bizi! : Et bien, par exemple dans la même semaine, Bizi! a préparé l'opération «350 bizi !» qui a rassemblé plus de 400 personnes dans le cadre de la Journée internationale d'action pour le climat, et deux réunions pour parler de la situation des transports en Pays Basque Nord avec le SCOT de l'agglomération de Bayonne et le Syndicat Mixte des Transports en Commun.

Accord mondial, ambitieux, contraignant et juste

Au niveau mondial, il est indispensable qu'un accord ambitieux, contraignant et juste soit défini à Copenhague. Actuellement les intentions annoncées par l'Union Européenne, ou pire les USA, ne sont pas du tout à la hauteur des préconisations de réduction de gaz à effet de serre (GES) -les GES d'origine humaine, industrielle, sont responsables des proportions extraordinaires du réchauffement climatique actuellement établies par la communauté scientifique si l'on veut éviter le pire, à savoir le risque d'emballage climatique.

Plus de justice sociale, d'humanité, de solidarité

De plus, certains des mécanismes proposés pour lutter contre les GES sont porteurs de nouvelles injustices au niveau mondial. Les bases d'un nouvel ordre mondial se préparent dans les négociations liées au COP15 de Copenhague, il faut absolument qu'elles amènent plus de justice sociale, d'humanité, de solidarité ! Certaines propositions risquent au contraire d'être sources de nouvelles oppressions et exploitations.

Montée à Copenhague de 20 militants de Bizi!

La mobilisation internationale pèse réellement sur ces négociations, plus elle sera forte, plus on aura de chances que les choses aillent dans le bon sens...et vice-versa. C'est pourquoi Bizi oeuvre à l'intérieur de la plateforme Urgence Climatique Justice Sociale, elle même membre du réseau mondial Climat Justice Now. C'est pour la même raison que 20 de nos militant(e)s monteront à Copenhague pour participer aux actions et aux mobilisations de pression sur les gouvernants réunis là-bas⁽¹⁾.

▼
*"Alternatiba sozial eta ekologikoak,
globalki eta tokika,
maila kolektibo eta globalan
ezarri behar dira."*

Affaire de tous et toutes localement

Mais pendant ce temps, les autres militant(e)s continueront le travail ici. Car la lutte contre le réchauffement climatique ne se joue pas qu'à Copenhague, elle est l'affaire de nous tous et toutes localement : bien évidemment de nos modes individuels de consommation, nos manières de se déplacer, de générer et de gérer nos déchets etc...

Mais également de l'action des collectivités territoriales, des entreprises, des institutions diverses au niveau local sur l'habitat, l'aménagement du territoire et les transports, des modes de production, les déchets ou encore l'agriculture...

Alda! : Concrètement au niveau local que peut faire un mouvement comme Bizi ?

Bizi! : Enormément de choses, nous avons du pain sur la planche. Actuellement par exemple, nous lançons un «*diagnostic citoyen sur les discontinuités et les parties insécurisées des parcours cyclables du BAB*» dans le but de permettre à un beaucoup plus grand nombre de gens d'effectuer leurs déplacements en vélo, en toute sécurité, et donc de délaissier la voiture (400 000 tonnes de GES annuels sur les 1,1 millions rejetées à partir du BAB). Nous étudions les grandes lignes des SCOT du Pays Basque Nord, avons obtenu la création d'une commission participative, et étudions les systèmes novateurs de transports et de déplacements qui sont mis en place ailleurs.

Alternative au Tout-Voiture

Notre objectif est d'avancer des propositions permettant aux habitants de ce pays d'avoir -très vite, dans les dix ans à venir- des alternatives au tout voiture, que ce soit sur le BAB, sur la côte basque (détentricrice du triste record du plus grand nombre de voitures par foyer de tout l'Hexagone) et sur le Pays Basque intérieur. Puis, notre logique est de se mobiliser pour obtenir ce qui n'existe pas encore, pour dénoncer les insuffisances ou les mauvaises décisions mais également pour défendre ce qui nous paraît aller dans le bon sens mais qui se heurte à la résistance de certains lobbies.

Nous menons également campagne pour la gratuité des transports en commun, ou dénonçons le sort promis aux cheminots du Fret-SNCF local actuellement menacés de nombreux licenciements malgré tous les discours hypocrites sur les soit-disantes volontés de développement du transport des marchandises par le rail.

Contre le travailler plus et consommer plus de biens matériels...

Nous entendons nous mobiliser contre l'ouverture des grandes surfaces le dimanche et plus généralement contre tout ce qui pousse les populations à travailler plus, à consommer plus de biens matériels, et donc à polluer plus. Nous suivons, dans cet esprit, avec inquiétude le projet de réforme concernant l'âge de départ à la retraite. Ou encore nous dénonçons l'agriculture industrielle et ses ravages, raison qui nous pousse tout naturellement à participer activement au salon de l'agriculture paysanne Lurrana ou à la campagne de soutien à Laborantza Ganbara, la chambre d'agriculture alternative du Pays Basque. □

⁽¹⁾ Bizi! lance d'ailleurs un appel à tous(tes) ceux qui ne peuvent pas monter à Copenhague, pour qu'ils participent financièrement aux frais de voyage, afin que ces 20 militant(e)s n'aient pas à supporter entièrement le coût élevé de l'aller et retour en train.



Rencontre entre Bizi! et le Syndicat Mixte des Transports en Commun.

Uhabia, ikastola berria!

Muntx

Hogoita zazpigarren ikastola ideki da Bidarten joan den sartzean!

Uhabia ikastola deitzen da eta Bidarte, Getari, Arbona eta Ahetzeko haurrak aterbetuko ditu. Herri erditik hurbil da baita bertze eskoletatik ere. Bidarteko andere batek ekarri duen izigarritzko laguntza azpimarratzekoa da: lurra eskaini bait zion ikastolari ikastetxea eraikitzeko gisan. Ikastola uda hontan, sei astez eraiki zuten Seaskako "Ikastolen Egoitzak" elkarteko kideen lan bikainari esker.

Bidarten ikastola baten egitea ez da ixtorio berria: duela hogoiata bartz urte, ikastola bat bazen iadanik bainan garai hartako zailtasunengatik, ez zuen iraun eta behar izan zuen hetsi.

Gaur egun, joan den urteko Herri Urratseko leman bezala "Haizea alde baita", eta egoera aldatu da arras: Kelly Slater surfari ospetsuak gustukoak dituen Bidarteko hondartzetan bezala, Uhabia ikastola uhain berri bat «surfazten» ari da!

Hastapenean Uhabia ikastola hamar haurrekin ideki behar zen bainan azkenean irailako sartzean 4 ikasle bakarrik ez ziren izan. (Hiriburu eta Arberoako ikastoletan ber heineko kopuruekin hasi ziren bezala) Dena den, Paxkalin (erakaslea) eta Elorri (laguntzailea) bi langileek laister ikasle berriak ukanen dituzte eta ikasturtea seguraski 8 haurrekin bukatuko dute.

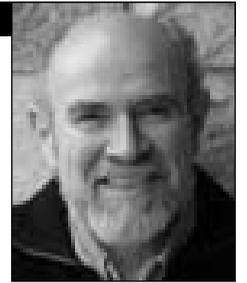
Uhabia ikastola elkarteko buraso eta lagunek azken hilabete hauetan etengabe aritu dira lanean animazioen antolatzeke (mus txapelketa, Olentzero, elkarteen forua, uztailan dantza ikuskizuna / pilota partida...) baita proiektua ezagutarazteke ere (www.uhabiaikastola.com webgunea, gutun igortzeak, urte bukaerako zorion kartak, bilkura publikoak, artikulua bertako prentsan...)

Datorren azaroaren 14ean, goizeko 10 etatik eguerdi arte, ikastola eder berri hori bisitatzen ahalko da, antolatzen diren "ate idekien" kariatara.

Mezua pasa!



ANDONI BARREÑA AGIBERREITIA
Salamancako Unibertsitatea



Hizkuntza jabekuntza

Eleaniztasun egoeran jabekuntza lortzeko zorbait baldintza

Hizkuntza jabekuntza

Haurrak hizkuntza garatzeko jarraitzen duen prozesuaren inguruan denok daukagu esperientzia handia. Beharbada, guk egin genuena gure hizkuntza(k) gureganatzeko ez dugu gogoratuko, baina hainbat haur ikusi dugu gure inguruan euskara garatzen, erdara garatzen edo biak aldi berean garatzen.

Gehinetan ez dugu gure inguruko haurren hizkuntzaren jabekuntza-garapena sistematikoki jarraitzen, baina egokitzen daukagu geure burua jabekuntzaren inguruan ondorioak ateratzeko.

Eleaniztasuna arlo pertsonalean

Gaur hemen bi hizkuntza (edo ghegiago) aldi berean garatzeaz jardungo dut. Ez dut jorratuko hizkuntza bakarra garatzen ari diren haurren kontua, baizik haur elebidunen edo eleantunen alorra, berau askoz ere eztabaidatuagoa delako.

'Zenbat buru, hainbat aburu'

Batzuentzat haurrak gai dira bi hizkuntza aldi berean garatzeko. Gai dira gure inguruko haurrak, esaterako, aldi berean euskara eta erdara egoki menderatzeko. Uste honen aldekoek oso argi ikusten dute hiru, bost edo zazpi urteko umeek gai izan daitezkeela bi hizkuntzak erabiltzeko. Adibide zehatzak izango dituzte gogoan, eta frogak sendoak otutzen zaizkie euren usteari eusteko.

Beste batzuentzat, oster, bi hizkuntza aldi berean garatzen ari diren haurrek arazoak izaten dituzte. Gainera, arazo horiek gehinetan euskarekin izaten dira. Ez omen dituzte bi hizkuntzak hain ondo bereizten, hizkuntza bateko elementuak (gehinetan erdarakoak) beste hizkuntzako (gehinetan euskara) esaldiak ekoiztean erabiltzen omen dituzte, eta horrela euskara apurka-apurka aldatzen eta hondatzen ari zaigu. Horregatik, egokiago jotzen dute hizkuntza bakarra irakastea haurrei etxean.

Esaera zaharrak esaten duen legez, 'zenbat buru, hainbat aburu'. Argi dago iritzi horiek muturrekoak baino ez direla, eta tartean badela iritzi-aukera ugari ere, baina, nolabait, muturreko iritziak biltzen dituztela esan daiteke.

Hizkuntzak aldi berean eta nahasi gabe garatzeko baldintzak

Ikerkuntzak erakutsi digu haurrak bazekaeala bi hizkuntza (edo gehiago) aldi berean garatu hizkuntzok nahasi gabe, baina horretarako

zorbait baldintza bete behar dituztela haurren inguruko helduek:

'Lagun bat, hizkuntza bat'

Batetik, helduok sistematikoki hizkuntza bera erabili behar dute haurrekin ari dinenean. 'Lagun bat, hizkuntza bat' leloa jarraitzen ahalgindu behar dute. Horrela haurrak hizkuntzak lagun zehatzekin lotuko ditu eta helduaren hizkuntza erabiliko du berarekin ari denean.

Antzeko entzunaldiak hizkuntza bakoitzean

Bestetik, nolabaiteko oreka izan behar du haurrak entzuten dituen hizkuntzen artean. Antzeko entzunaldiak izan behar ditu hizkuntzetako bakoitzean. Zenbat eta entzunaldi handiagoa izan hizkuntzetako batean, baliteke bestea beranduago garatzea, eta entzunaldi txikia badu ahulago ere gara dezake.

Zenbat eta goizago hobe

Hirugarrenik, jaiotzatik entzun behar dituela haurrak bi hizkuntzok. Jaiotzatik ez bada, zenbat eta goizago, hobe.

Kalitatezkoa eta duina afektiboki eta komunikatiboki

Azkenik, kalitatezkoa izan behar du haurrak entzuten duena; ez arau kultuaren gorabehertan, baizik aldaerako zuzentazunean eta boro-biltazunean. Kalitatezkoa eta duina, afektiboki eta komunikatiboki.

Baldintzen eta hatsarrearen garrantzia

Horrela, baldintza horiek beteta, baliteke haurrak bi hizkuntza aldi berean garatzea nahasi gabe. Eta horrela ikusi da hainbat ikerketatan, euskara eta erdara garatu dituzten haurren ingurukoak barne. Hiru urte inguruko haurrak bi hizkuntzak nahasi gabe darabiltzala ikusi da. Geroago zer egingo duen haur elebidunak beste kontu bat da, eta inguru sozialaren araberakoa izan daiteke: eskola, kalea, lagun-taldea, gurasoen ohiturak eta sinesmenak eta abar. Baliteke hizkuntzetako bat ahanzte, baztertzea edo ahultzea, baina horrek ez du zerikusirik haurren ahalmenarekin, haurren inguruarekin baino, eta inguru horrek erakusten edo eskatzen dionarekin.

Alabaina, argi dagoena zera da, giza-burmuina gai dela bi hizkuntza aldi berean garatzeko, eta nahasi gabe, eta hatsarre honek ikaragarritzko garrantzia dauka



A l'origine

Dès le 11 novembre à l'Atalante,
le Cinéma d'Art et d'Essai indépendant de Bayonne.

France – 2008 – 2h10 –

Réalisé par Xavier Giannoli
avec François Cluzet, Emmanuelle Devos,
Gérard Depardieu...

Philippe Miller est un escroc solitaire qui vit sur les routes. Un jour, il découvre par hasard un chantier d'autoroute abandonné, arrêté depuis des années par des écologistes qui voulaient sauver une colonie de scarabées. L'arrêt des travaux avait été une catastrophe économique pour les habitants de cette région. Philippe y voit la chance de réaliser sa plus belle escroquerie. Mais son mensonge va lui échapper...

Présenté en Sélection Officielle à Cannes, A L'ORIGINE s'inspire d'un étrange fait divers lu dans un journal : l'histoire d'un escroc qui s'était fait passer pour un chef de chantier et avait construit une autoroute au milieu d'un champ. Pour ce chantier, il avait engagé des dizaines d'ouvriers et embarqué toute une région dans son aventure...



"S'intéresser au destin d'un imposteur, c'est aussi s'interroger sur la crise identitaire qu'un individu peut vivre à notre époque, en étant livré à lui-même, sans ressource morale, sans idéal politique ou grand dessin religieux... mais sommé de réussir socialement par ses propres moyens. C'est-à-dire par son travail." Xavier Giannoli

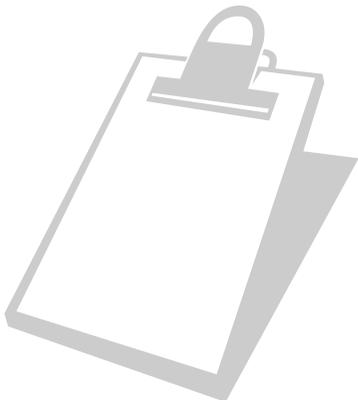
Xavier Giannoli, révélé par LES CORPS IMPATIENTS et QUAND J'ETAIS CHANTEUR, donne à cette histoire centrée sur un héros assez déroutant une ampleur qui va bien au-delà du fait divers.

Sous les traits de François Cluzet, ce personnage volontairement atone, impeccable de

mystère et de crispation, devient en effet une sorte de caisse de résonance des émotions et des événements alentours.

A l'écran s'imprime alors toute la détresse d'une région sinistrée, dont l'espoir de survie tient tout entier dans un chantier providentiel...

L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

LES FORMATIONS DE LA
FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ :

Vendredi 6 et samedi 7 novembre :
Forum de Bayonne sur le changement
climatique co-organisé avec Amis de la
Terre, ATTAC, Bizi! et Survie

- ✓ Causes et conséquences prévisibles du réchauffement climatique
- ✓ Comment lutter contre le réchauffement climatique au Nord et au Sud ?
- ✓ Les alternatives locales au changement climatique
- ✓ Importance et enjeux du Sommet de Copenhague

Mardi soir 10 novembre
et mercredi 11 novembre

Stage de formation à l'action non-violente co-organisé avec Bizi! et les Désobéissants (www.desobeir.net)

Ce stage s'adresse aux militant(e)s expérimenté(e)s comme aux militant(e)s débutant(e)s, associe approche théorique et exercices pratiques, mises en situation, techniques et bricolage destinés à permettre de mener à bien des actions directes non violentes. Des ateliers "médias" et "juridiques" offrent aussi l'occasion de mieux comprendre

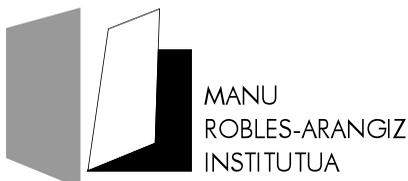
comment rendre visibles nos luttes et mieux nous défendre contre la répression, voire comment retourner la répression contre ceux qui en font usage.

Hébergement le mardi soir et repas organisés sur place.

Participation aux frais : 20 € (10 € pour les membres de Bizi!).

Document de réflexion politique du Comité National d'ELA :

La version en euskara "Estatu arrazoia indargabetu" ou en français "Désarmer la raison d'Etat", sont disponibles gratuitement en version papier à la Fondation ou téléchargeables sur le blog d'Alda!



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

ent rhétorique du Pacte d'État

la compétition entre ces forces est justement de se montrer comme celui qui se pose en meilleur défenseur des intérêts patronaux. (...)

Le MLNV doit miser sur une voie uniquement politique

La sentence de la Cour européenne des Droits de l'Homme validant l'illégalisation de Batasuna constitue aux yeux d'ELA une décision très préoccupante. Comme nous l'avons signalé plus haut, cette décision s'ancre sur la position la plus conservatrice et la moins garante de justice, favorisée en cela par l'idéologie anti-terroriste qui gagne du terrain depuis le 11 septembre 2001.

Pour autant, nous considérons que l'élément de blocage le plus important de l'action politique du MLNV est sa prétention à résoudre simultanément le conflit armé et le conflit politique au travers d'un processus de négociation avec l'Etat. Même si la fin de la lutte armée doit avoir lieu dans un contexte de dialogue politique, il revient au MLNV de prendre unilatéralement les décisions sans lesquelles les alliances stratégiques qu'il souhaite ne seront pas possibles. (...)

Que le chemin vers la souveraineté soit mené, à tous les niveaux, et animé, de manière exclusive, par la société civile organisée est non seulement notre unique possibilité, mais en outre notre meilleure hypothèse de travail. La fin de la stratégie armée aiderait à créer des scénarios rendant l'initiative et la maîtrise du calendrier à ceux qui misent pour la souveraineté de notre peuple et non plus à l'Etat. (...)

Il faut marquer des pas en ce sens afin que les forces favorables à la souveraineté —chacune à partir de sa propre analyse et en toute autonomie— travaillent sur cette hypothèse, sachant par avance que l'Etat ne va rien faire pour faciliter cette possibilité-là. Nous pensons ainsi que les organisations du MLNV doivent réviser à fond les codes de conduites et de relations qu'ils ont historiquement eus avec les organisations non alignées sur leur mouvement. (...)

Aucune organisation armée n'a le droit de se constituer en juge des réussites et des erreurs de la société civile, et moins encore de la priver des possibilités d'une confrontation politique dans les meilleures conditions souhaitables. ETA ne peut plus prendre comme prétexte la politique répressive et antidémocratique de l'Etat pour justifier son entêtement dans des voies épuisées qui, à leur tour précisément, légitiment et donnent de l'oxygène à cette politique répressive. (...)

Importants défis pour le mouvement abertzale en Iparralde

Le chemin réalisé en Pays Basque nord au cours de ces dix dernières années, autour de logiques militantes bien précises, démontre un important potentiel qui pourrait servir de référence bien au-delà d'Iparralde: des manifestations et rassemblements pluriels en faveur d'un département Pays Basque, on est passé à la constitution d'une plateforme stable autour d'une charte élargie faite d'objectifs minimums et unificateurs (Département Pays Basque, co-officialité de l'euskara, chambre d'agriculture du Pays Basque, université de plein exercice).

Et chaque fois, très récemment encore, des pas nouveaux et plus audacieux ont été franchis autour de ces objectifs communs: ultimatum sur la Chambre d'Agriculture du Pays Basque puis création d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, campagne de signatures pour l'organisation d'une consultation sur la question de l'existence institutionnelle du Pays Basque nord et maintenant défi posé de l'organisation de référendums communaux sur cette même question en mars 2010. En cette fin d'année 2009 décisive pour Iparralde, avec la réforme des collectivités territoriales (dites réforme Ballardur) ou les échéances importantes pour l'euskara, il faut plus que jamais renforcer cette voie-là. Nous le soulignons dans l'antérieur document de réflexion du Comité national d'ELA intitulé «Unir nos forces pour gagner la souveraineté», Euskal Herriko Laborantza Ganbara est une initiative «qui répond à une demande sociale clairement ressentie; utile à ses partenaires, avec une vocation territoriale, assumée par la totalité du mouvement abertzale, qui combine professionnalisme et rigueur avec militantisme et soutien populaire, qui rassemble les gens au-delà de leur idéologie ou de leur credo national». Ces caractéristiques expliquent une grande partie du soutien; pluriel, déterminé, local mais également hors d'Euskal Herria; reçu par EHLG. C'est ainsi que cette Institution a bénéficié et s'est clairement renforcée avant et pendant le procès que lui a intenté l'Etat le 29 janvier dernier, et qui visait rien de moins que son élimination pure et simple.

Le recours intenté par le gouvernement français après la victoire remportée par Laborantza Ganbara en première instance souligne sa volonté d'acharnement dans cette politique répressive. Tout ce qui se passe autour de ce procès est venu démontrer que si la répression des Etats n'épargnera pas les initiatives de confrontation démocratique, elle suscitera des réactions et des solidarités bien différentes que les mêmes atteintes liberticides effectuées

dans le contexte d'une confrontation armée.

Tirer des conclusions «gagnantes»

Nous devons tirer des conclusions gagnantes des difficultés et des menaces qui planent sur la société basque et sur le mouvement abertzale en particulier. (...)

Quatrièmement, nous sommes convaincus qu'un processus souverainiste jouira d'autant plus de légitimité, de force et d'adhésion sociale qu'il incorporera des éléments de justice sociale pour les classes populaires et spécialement pour les collectifs les plus défavorisés (jeunesse, immigrés, femmes...). Là est de surcroît notre vocation. (...)

Et enfin, affirmons qu'il n'y aura pas de changement politique ni de politiques sociales sans lutte et sans mobilisation. Le véritable défi d'un syndicalisme qui a décidé de ne pas se diluer dans la cogestion sociale et de ne pas se taire devant la décomposition de l'autogouvernement est

justement celui là: activer sa base sociale et la doter d'un fort composant idéologique, mobilisateur et revendicatif.

Notre pari

Dans la perspective de se situer dans les meilleures conditions pour défendre les droits de la classe travailleuse, ELA réaffirme son pari pour un syndicalisme autonome, politiquement et financièrement. Ce modèle syndical se révèle être une condition sine qua non pour le maintien de notre propre identité syndicale, de classe et abertzale. (...)

Une organisation qui n'est pas hypothéquée par les «généreux» financements publics ou par les faveurs patronales est un acquis stratégique indiscutable construit durant la période antérieure. Elargir notre base militante et obtenir conjointement l'engagement autour de nos revendications et l'adhésion d'une part croissante des classes populaires constitue le défi fondamental que nous avons aujourd'hui à relever.»



Manifestation unitaire du 17 octobre à Donostia, contre les arrestations des ex-dirigeants de Batasuna, à l'appel des syndicats ELA et LAB (Photos Argazi Press)





Herria

preso

Jakes Laffitte, un fidèle lecteur qui suit Enbata d'un peu partout à travers le monde, nous présente les différentes définitions du mot «peuple» et plusieurs usages qui sont faits de la notion de «peuple»

«**P**UEBLO» gazteleraz bezala, bi konzeptu adierazten ditu herriak euskaraz: bizi garen etxe multzoa eta jende andana batek osaturiko gizataldea. Horren izendatzeko latinetik datorkigun populua ere erabiltzen dugu. Baina populua, edo herria, popularen zentzuan erabiltzeak eztabaida asko eragiten ditu, bai estatu barneko politikan, baita nazioartekoan ere. Hona hemen adibide batzuk:

- 1992-garren urtean Korsikarentzako autonomi estatutu bat Parisen proposaturik izan zelarik, «*Korsikako Herria*» testutik desagert zedin nahi izana zuten Frantziako politikariek, «*Herri frantses bat baizik ez delakoan*».

- «*Herri judua aspaldik esistitzen ez dela*» diote antisionistek, beude judutarrek ala ez.

- «*Aljeriako herria ez da esistitzen, baizik-eta Mediterrane itsasarteko bestaldeko frantses musulmanak*» zioten Aljeriaren berjabetasunaren aurkakoek.

- «*Euskal Herriak ez dagoela*» frogatzea saiatzen (saiatu?) dira Espainiako politikari sasi adituak, baina ETA-koek atentatu bat egiten dutenean «*Euskal Herriak atentatua gaitzesten duen*» manifestioa laudatzen dute jende berdinek. Hemen badago, beraz, lazargo nabarmena. Aurtengo apirilaren 16-ko *Enbata* alean, Tel Aviv-ko Unibertsitatean historia irakaslea den Shlomo Sand jaunaren esaldi hori irakurri nuen: «*Zer esan nahi du Judu herriak? Esistitzen ahal da? Herri frantsesaz*

ala euskal populuz mintzatzen gerra bezain mintza gaitzeka populu juduaz?».

Jakintsu horren aburuz, Euskal herri bat edo populu bat badagoela gauza zihurra da, baita herri frantses bat ere. Baina, judua izan arren eta estatu juduaren unibertsitate famatu batean irakaslea izanik ere, bere herriaren esistentzia zalantzan jartzen duela nabari da. Herri judua asmatua izan omen zen, Shlomo Sand jaunaren esanetan.

Politikari berri batzuentzat, klase et populuz konzeptuak ez dira geure garaietakoak; gainditu omen ditugun definizioak eta izaerak dagozkie. Klase borroka eta populuen askapen borroka gatazkak ez dute zentzurik «*mondalizioaren*» izenean. Hala ere, eguneroko arazoak dira klase borroka eta nazio askapen gatazkak, bereziki neoliberaleria zabaltzen delarik eta komunismo totalitarioa kasik porrota egin ondoren (Ipar-Koreak, Kubak eta Txinak komunista izatea aitortzen dute gaur egun bakarrik). Baina XXI-garren mendeko oldar islamistek, bereziki Pakistan, Afganistan eta Iraken beste mota batez dirauten borroka horiek izkutatzen dizkigute apur bat behintzat.

Herria hiru zentzutan behintzat erabiltzen ohi da:

- Herria klase politika edo estatuko gobernuari aitz. Hau da herri latinetan gehienik aurkitzen dugun definizioa; hala nola Espainian, Frantzian, zein Hego Ameriketako estatuetan herri bat baino ez omen dago.

- Nortasun kultural bat daukan giza taldea. Hau omen da definizio errromantikoa, edo alemaniarrek ematen dutena.

- Sistema politiko baten aurka jarri den gizataldea; adibide nabarmena Palestinakoa dugu; Palestinako herria sortu da bertako arabiarrek Israelek egindako kanporaketa eta Israel bera ez dutelako onhartzeko. Ekintza horri beste estatu arabiarrek Palestinako jendeari laguntzarik ez ematea gehitu behar zaio. Alderantz pentsatuz, Israelgo estatutua eraikirik gabe egon balitz, Palestina arazorik ez ezen izanen, baina sakabanatu zen judu herri bat bai.

Herri bat edo nazio baten izendatzeko ikur funtsekoen et oinharritzkoena hizkuntza eta bertako kultura dela uste dut. Bere hizkuntza eta kultura propioa gabe ez dago benetako herri edo populurik. Beste herrien artean judu herria bizirik egon balitz, denbora zaharretako hebroen erlijioa kultura eta hizkuntzari atxikirik izan zaielako gertatu da.

Hala ere, kultura eta hizkuntzari buruzko definizioa bakarra ez dela adierazi nahi dut, eta beste definizioak beren balio propioa badutela onhartzeko. Horretatik gogoratu behar genukeena da kasu guztietan berez bere burua herriak izendatzen duela, eta ez kontituzioak, ez du ere edozein sistema politikak edo esatuk.

Jakes Laffitte
Injenieria
Burunditik;

2009-ko urriaren 30 ean

■ **Arrestation d'un avocat.** Sur Mandat d'arrêt européen (MAE) délivré par le juge Grande Marlaska, de l'Audiencia nacional, l'avocat Joseba Agudo a été arrêté le 28 octobre au soir près de son domicile d'Hendaye. Depuis le matin, son cabinet d'Oartzun, en Gipuzkoa, était minutieusement perquisitionné. Les raisons de l'interpellation rarissime d'un membre du Barreau se trouveraient dans son rôle d'intermédiaire entre ETA et ses militants dispersés. En l'absence d'autres éléments, cette justification semble bien fragile, quand on connaît la mission d'un avocat... Quoi qu'il en soit, Joseba Agudo a été incarcéré à la centrale de Seysses (Haute-Garonne), en attendant sa comparution qui fixée au 3 novembre devant la cour de Pau, a été reportée à une date encore non définie. Cette juridiction aura examinée la validité du mandat d'arrêt avant la parution de votre hebdomadaire. A moins qu'elle décide d'un report, qu'une telle affaire mérite. Un rassemblement de protestation s'est déroulé le 29 au soir à Hendaye.

**Fréquentation
du salon
de l'agriculture
Lurrama-La Ferme
Pays Basque
paysanne et durable
edition 2009:**

Vendredi 30 octobre

6.074 personnes
dont 2.882 enfants

Samedi 31 octobre

10.200 personnes
dont 2.779 enfants

Dimanche 1^{er} novembre

8.047 personnes
dont 2.433 enfants

Total des 3 jours

24.321 personnes
dont 8.094 enfants

Refus du fichier ADN

Jean-Michel Ayçaguer, syndicaliste ELB, ne transige pas avec les principes. Le tribunal l'a condamné pour refus de contrôle ADN. Il fait appel.

MARDI 27 octobre, le tribunal de Bayonne a condamné à 500 € Jean-Michel Ayçaguer pour son refus de prélèvement d'ADN lors de son interpellation dans la bousculade à la Safer de St Palais dans l'affaire Kako. Le procureur avait requis 1.000 €. Soutenu par son syndicat ELB, J-M. Ayçaguer a dit «*poursuivre son message contre le fichage ADN*» en faisant appel de ce jugement. Son avocate, Anne-Marie Mendiboure, avait plaidé la relaxe précisant «*ce fichier est une monstre goulu, obèse, inquiétant avec 30.000 fiches nouvelles chaque année*».



Jean-Michel Ayçaguer, à la sortie du tribunal de Bayonne

Succès populaire de Lurrama

La 4^{ème} édition de Lurrama conforte l'enracinement, en milieu urbain, de l'agriculture paysanne prônée par ELB. Elle illustre aussi la complémentarité vivante de la Côte et de l'intérieur. La place éminente que les enfants y occupent assure sa pérennité.

L’ÉDITION 2009 de La Ferme basque a enregistré, durant les trois jours du week-end dernier, 24.321 visiteurs dont 8.094 enfants. La localisation à la Maison des associations de Glain, à Bayonne, doté d'un vaste parking, un beau temps constant, l'originalité de ce salon de l'agriculture paysanne proche des urbains, le thème de l'eau au centre des préoccupations de la planète... Tous ces ingrédients ont forgé le succès de ce rendez-vous devenu traditionnel en Pays Basque. La parfaite organisation, fondée sur des centaines de bénévoles, démontre à l'envie la capacité mobilisatrice de cet événement à nul autre pareil. Producteurs fermiers, consommateurs éduqués et maîtres de la gastronomie tel fut le bouquet central de ce troisième Lurrama où le repas des chefs a réuni 700 convives. «*Je pense que nous sommes en train d'avancer en ce qui concerne notre volonté de faire passer un message, en l'occurrence celui de l'agriculture paysanne et durable*», déclare Maryse Cachenaute présidente de Lurrama.



Découverte en famille des animaux de la ferme



Les sages de la vallée des Aldudes assurent la solidarité inter-générationnelle



Ama, si on les amenait dans notre jardin?



Les chefs réputés du Pays Basque pour mettre en valeur les produits fermiers

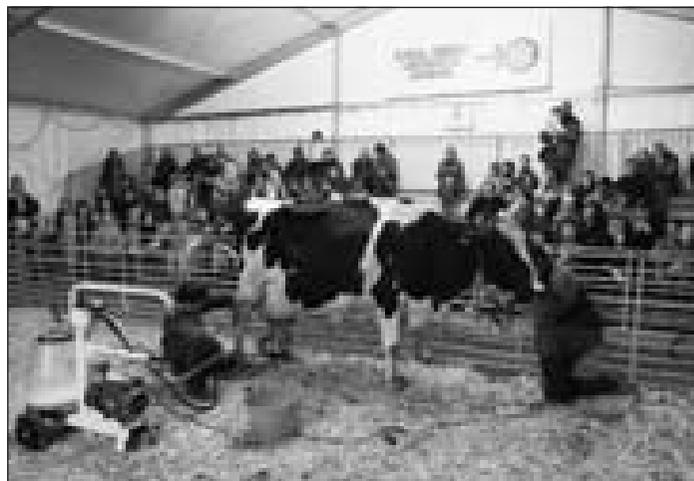


Illustration publique de la filière lait



Piratak

Jakes Bortayrou

HILABETE bat pasa da ALAKRANA euskal itsasontzia bahitua izan denetik. Itsas bazterreko herriak eta jendeak mobilizatu dira arrantzaleak lehenbailehen askatuak izan daitezen galdegiteko. Bitartean bahitzaile taldeko bi kide atxilotu eta Madrilerako ekarri dituzte terrorismo eta pirata ekintzak leporatuz. Hemendik goiti arrantzale ontzi jabeek segurtasun enpresa pribatu batzuk pagatuko dituzte arrantzaleek indiar ozeanoan lanean segi dezaten. Hedabide gehienetan aipagai ugari izan dituzte gertakari hauek bainan gehienetan hain nahasgarri den terrorismoaren atalean.

Jakina da 1991etik somaliar Estatua erori eta desagertu dela. Geroztik gerla zibilak irauten du. Amerikarrek soldaduak igorri zuten, baina operazioa porrot hutsa izan zen. Islamistak indartsu dira Somaliar eta diotenez Al Qaïda-k bere sareak balituzke lurralde honetan. Bahitzaileak pirata hutsak dira eta dirua biltzeko edozein gauzetarako prest dira. Arrantza eta nazioarteko komertziorako estrategikoa den munduko gune hori armekin babestu eta defenditu behar da arrazoin guztiekin. Hots egoera «sinplea». Onak eta gaiztoak non diren argi da.

Bainan gatu horrek badu beste buztanik. Munduko armada handienetakoak mobilizatzen dituen gatazka honek alde gordetuak eta zergati sakonak baditu, hedabide nagusietan askoz guttiago aipatzen direnak. Piratak kontestu berezi batean agertu ziren. Somaliar Estatua lehertzearekin, inolako defentsarik gabe gelditu ziren itsas bazterrak eta bertan bizi diren herritar xumeak. Europako eta Asiako arrantzale itsasontzi erral-

doiek arrainez beteriko Somaliako kostaldeak ustiatzen hasi ziren orduan. Iturri batzuek diote urtero itsasontzi handiek 300 milioi dolarreko balioko arrainak harrapatzen dituztela eskualde hartan, atuna bereziki. Gisa berean legez kanpo aritzen direla salatzen dute batzuek: sare hertsiegia, ur azpiko argi sistema sofistikatuak bai

«Onak eta gaiztoak non diren argi da»

eta Somaliako berezko uretan arrantzatzea ere. Hala nola Ahmedou Ould-Abdallah, Nazio Batuek Somaliara igorri ordezkarik bereziak duela zombait hilabete bahitua izan zen «Playa de Bako» euskal itsasontziari ilegalki aritzea leporatzen zion, 2008ko uztaillean AFP agentziari egindako elkarrizketa batean.

Bestalde NB-ko ordezkariek salatzen zuen azken hamarkada honetan hondakin kimiko eta nuklearrak jaurtikiak izan zirela Somaliako uretan. Bertako kostaldeko populazioak osasun arazoak pairatzen hasi bazen ere, 2004ko tsunami dorpeak zuen arazoak agertarazi. Uhainen indarrez, upel usteldu andana bat agertu baitziren Somaliako hondartzetan. Orduan egindako inkestean araberan, upeletan europar enpresa eta ospitale handi batzuen hondakinak ziren, mafia sare bat-

zuek diru truk desagertarazi zituztenak (berriki-tan jakin ahal izan dugunez, gauza bera gertatu da Italia inguruko itsasoan). Ahmedou Ould-Abdallah-k deitoratzen zuen europar gobernuak ez zutela orduan ezer egin, ez garbitu, ez indemnitazioak ordaindu ez eta prebentzio neurririk hartu ere.

Kontestu horretan agertu ziren piratak. Hasieran arrantzaleak ziren eta atzeritar itsasontzi erraldoiak uxatzen edota taxa bat biltzen saiatzen ziren, kalte ordain gisa. 2008ko azaroan Sugule Ali pirata bahitzaileen bozeramaileak *New York Times* egunkariari zera adierazten zuen: «ez gara gaiztaginak. Itsasoko gaiztaginak legez kanpo gure uretan arrantzatzen edo hondakin kutsakorak botatzen dituztenak dira... Eskualdea babesten duten kostaldeko zaindaria gisa begira gaitzazue...».

Dudarik ez da piraten artean gaiztagile hutsak badirela eta jada lur jota zegoen Somalia herrian pirateriak mafia baten gaitz guztiak sortu dituela bainan halere WardherNews somaliar prentsa taldeak dionez, herritarren %70-k piratak sostengatzen dituzte, herriko ur bazterretako defentsa nazional mota bat osatzen dutelakoan. Piratak, terroristak? Berriz ere frogatzen da gertakari horien gibelean parte batez indar eta itxura kontua direla. Aldiz askotan bezala, kondenagarriak izanik ere, sustrai sakonak dituztela ezin uka: munduko injustizia sakonak, esplotazio lotsagabeak, produktibismo basatiaren ondorioak, lehen munduko herrien harropuzkeria eta inpunitatea... Eta euskal arrantzaleak noiz arte joanen dira Somaliako itsas bazterretara?

Sur votre agenda

Azaroa:

✓ Baiona: Forum sur le changement climatique.

Vendredi 6 (Grand amphi de la Fac) **20h30**. «Le réchauffement climatique et le sommet de Copenhague».

Samedi 7 (Amphi de l'IUT) à partir de 10h30. «Comment lutter contre le réchauffement climatique».

✓ **Samedi 7, 9h30, MAULE** (mairie). Assemblée générale ordinaire de Hemen.

✓ **Samedi 7, à partir de 10h30, BAIONA** (51, quai Amiral Jauréguiberry). Conférence sur «Les Basques pendant la première guerre mondiale» par Eric Malharancin, organisée

par Eusko Ikaskuntza.

✓ **Samedi 7, 21h, DONAPALEU** (Salle Airetik). Première représentation du spectacle «Ze Bolada».

✓ **Samedi 14, à partir de 9h30, BARCUS** (Maison pour tous). Colloque: «Quelques réflexions sur la pastorale d'hier et d'aujourd'hui».

✓ **Vendredi 20, à partir de 18h30, SAINT-OUEN** (59, avenue Gabriel Péri, métro Garibaldi). Assemblée générale de Lokarria (adhérents). Avec à 19h30 la projection du DVD «L'Art de la Paix» (débat qui a réuni en 2007 M. Rocard, G. Onesta et J-P. Massias) et à 21h: buffet (libre participation aux frais).

Zuentzat, zer da euskotarra izaita ?

(Bigarren orrialdearen segida)

amankomunak, konkretu edo intelektualak). Izan dadin praktikoa edo sinbolikoa, presentzia hori usu Estatu batek du antolatzen. Pertsonetarik hurbil atxikiz beren haurtzarotik (eskolaren bidez, etab.) geroz.

Konduan hartuz definizio horiek eta elementu sinbolikoen indarra naziotasunaren eraikuntzan eta ikusiz AH-Tren aurkako manifestaldi erraldoian lehen lerroan ziren hautetsi abertzaleen gehiengoa frantses ikurriñaren ordezkoaren zintarekin jantziak zirela... Euskal Herritarrek, eta bereziki hautetsi abertzaleek, frantsesek bezala, beharko dute gogoeta hasi edo sakondu. «Zer da euskotarra izaita?»

Bertsolari Txapelketa Nagusia 2009 lehen kanporaketa Llodio

Miren Amuriza	655,5
Fredi Paia	649,0
Jon Martin	639,0
Onintza Enbeita	632,5
Arkaitz Oiartzabal	601,0
Iñigo Izagirre	596,0



Miren Amuriza

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● La transversalité, déguisement rhétorique du Pacte d'Etat 4 et 9

● Succès populaire de Lurrama 11

Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: en-bata@wanadoo.fr